Émotion, colère, indignation, … Résistance et construction
Ainsi pourrait commencer notre prise de parole…

Émotion…
Aujourd'hui jeudi 3 octobre est le jour où se tient, en Seine-Saint-Denis un CHS CT qui traite spécifiquement du décès de Christine Renon. Partout en France, des rassemblements se sont tenus et se tiennent en ce moment pour honorer la mémoire de notre collègue.
Notre collègue directrice d'école, Christine Renon, a mis fin à ses jours dans une école maternelle de Pantin, en Seine-Saint-Denis. Dans un courrier qu'elle a adressé à ses collègues, à son syndicat (le SNUipp-FSU), mais également à sa hiérarchie, elle évoque son épuisement après seulement 3 semaines de travail...
Christine Renon témoigne de son total épuisement à voir l'École publique rendue inopérante par les logiques managériales déshumanisées, par « la succession d'inspecteurs qui passent », par « les remontées de tableaux de structure », et « tous ces petits soucis à régler ». Elle indique, sans détour, l'insuffisance criante du taux d'encadrement dans les écoles…

Colère…
Ce que Christine Renon a mis en lumière, par son acte désespéré, c'est le sentiment bien réel qu'elle a dû trop longtemps faire face à une tâche sans fin tel Sisyphe et son rocher...

Dans sa lettre, elle dénonce l'absence de soutien de la part de son institution. Elle décrit les sollicitations incessantes, les tâches inutiles, chronophages, qui l'empêchent de faire son travail et ne lui permettent de lutter ni contre les déterminismes sociaux, ni contre les inégalités et les injustices sociales, auxquelles tant d'élèves sont confronté.es.

Nous sommes tellement nombreuses.eux à voir notre École Publique être attaquée, déconstruite, « désinstituée », quand dans le même temps, l'ensemble des « responsables » qui se succèdent lui demandent de résoudre les désordres sociaux, économiques, environnementaux qu'ils ont eux-même organisés.

Nous sommes tellement nombreux et nombreuses, enseignants et enseignantes, directeurs et directrices à se sentir brisés par l'absurdité de ces multiples missions, par l'impossibilité de leur donner un sens et par la solitude face à un océan de

responsabilités. La solitude tue. Le mépris tue. L'absurdité tue.

Mais ce que révèle cette lettre, ce n'est pas seulement que les conditions de travail de cette directrice étaient particulièrement difficiles à Pantin : ce n'est pas seulement un cri local, localisé, circonscrit. Elle révèle l'absurdité d'un système tout entier, une absurdité érigée en système. Les protocoles, les procédures, les manières, « la violence de l'immédiateté » dont elle parle concernent tous les enseignants et tout le territoire. Et si l'histoire de cette directrice émeut le monde éducatif, c'est parce que chaque directeur, chaque enseignant, d'école, de collège, de lycée se reconnaît en elle.

Oui, l'Éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde.
• encore, faut-il lui en donner les moyens...
• encore faut-il la laisser faire son travail...
• encore faut-il que le reste de la société s'applique également ces valeurs que sont le respect de la planète et des humains, la coopération plutôt que la compétition, la recherche du dialogue et la lutte contre les violences, les inégalités, les injustices…

Oui, l'Éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde, à condition d'en finir avec les évaluations performances des élèves, des écoles et des enseignants, d'en finir avec des APC chronophages et à l'efficacité douteuse, d'en finir avec des injonctions qui s'accumulent sans cesse…

Que dire enfin de cette interminable succession de réformes portées par les différents ministres qui veulent tous.tes imposer leur « vision » et qui dépensent l'essentiel de leur énergie à affirmer, sans aucune preuve ni aucun recul, que grâce à LEUR réforme, tout va enfin s'améliorer.
• Quel point commun à tout cela ?…
C'est le refus systématique de tenir compte de la parole et ses besoins du terrain.
• Qu'observons-nous au contraire ?
Partout, l'obstination du contrôle et du pilotage par les résultats et les chiffres, le refus de respecter la professionnalité, de donner du temps et des moyens humains et matériels à toutes et tous, l'absence d'une véritable considération et la perte du sens s'installent.
Quelle résistance opposer ?
La construction d'un commun, d'un collectif indispensable pour faire face ensemble...

Le(s) rassemblement(s), la tristesse, la colère et l'indignation ne ramèneront pas notre collègue. Pas plus que toutes celles et ceux qui ont été et sont abîmé.es par une entreprise de démolition systématique et systémique de nos métiers et de notre outil de travail.

Ce qu'écrit et dénonce Christine Renon, c'est bel et bien le processus de déshumanisation qui est à l'œuvre partout.
• dans les hôpitaux et notamment dans les services d'urgence partout en France en grève depuis 6 mois.
• chez les pompiers, dans les EHPAD, dans le secteur de la petite enfance et de la protection de la jeunesse, du médico-social, de la culture, de la justice, et même dans la police et la gendarmerie.
• dans de très nombreuses entreprises, notamment dans les multinationales cotées en bourse...
• enfin, ce processus est également à l'œuvre dans la façon de (mal)traiter les millions de chômeur.euses, de culpabiliser les précaires et les personnes pauvres et d'organiser le rejet des personnes migrantes ou issues de l'immigration.

La portée de l'acte de notre collègue Christine Renon va bien au-delà de l'École. Il est de notre responsabilité à toutes et tous de montrer qu'il concerne l'ensemble des services publics, des entreprises et plus largement toute notre société.
Faisons en sorte qu'elle ne soit pas morte en vain… Faisons résonner son cri d'alarme pour une École Publique réellement bienveillante à l'égard des élèves, de leurs familles, comme (et on l'oublie bien trop souvent) de ses personnels.

Dans les semaines qui viennent, il va nous falloir toutes et tous préparer une mobilisation considérable sur ces sujets (conditions de travail- direction et fonctionnement de l'école- retraites-salaires) car l'autre objectif poursuivi par Blanquer est celui de masquer à nouveau les très graves manquements de la hiérarchie de l'éducation nationale à l'encontre de ses personnels. Manquements dont il a été a plusieurs périodes, responsable, ayant occupés différents postes tels que : recteur, Dgsco (nº2 du gvt) et maintenant ministre !

La réponse à la souffrance de l'école ne peut pas être comme l'annonce déjà Blanquer, la création d'un nouveau métier, d'un nouveau statut dévolu aux tâches de contrôle inutiles et détachées des réalités que notre collègue Christine dénonçait

justement.

Ne nous laissons pas faire ! Rassemblons-nous, construisons ensemble les résistances indispensables et défendons une école publique gratuite, laïque, de qualité, de proximité partout sur les territoires et dans laquelle les enseignant.es sont enfin celles et ceux qui en organise le fonctionnement, la réussite et les évolutions.

En mémoire de notre collègue Christine, nous vous proposons une minute de silence avant de pouvoir échanger ensemble.

Quelques billes pour discuter avec les collègues après la minute de silence.

La réponse de Blanquer ne s’est pas fait attendre, forcément elle est prête depuis 2008 sous Sarkozy.

L'offensive du gouvernement est lancée sur le statut des directeurs.trices d'école ! Cette semaine de silence a bien été utilisée pour élaborer la contre-offensive médiatique suite au terrible drame qui a frappé notre collègue directrice, Christine Renon.

Entre l'article dans les échos d'hier au sujet du rapport parlementaire qui porte la proposition du statut de chef d'établissement du 1er degré (pour les écoles de 10 classes et plus !!!) et la réponse de Gabriel Attal tout est très clair !
Je cite : "Jean-Michel Blanquer répondra à la question sans tabous."
Traduction : nous voulons empêcher la création de collectifs de travail, casser toute résistance au sein des écoles et à travers ce statut imposer également le retour des EPSF !!!

Le statut de directeur.trice qui a été recalé lors de la bataille contre la loi Blanquer est déjà de retour !

Nous savions que cela reviendrait ! Mais à travers ce terrible drame, cela montre et démontre (s'il le fallait encore) tout le cynisme du ministre Blanquer, de son secrétaire d'État et plus généralement de ce gouvernement qui mènera jusqu'au bout sa guerre contre les agent.es des services publics et contre l'Ecole Publique gratuite et laïque !

Pourtant, Christine Renon a demandé dans sa lettre : " Merci de ne pas salir mon nom". La réponse de G. Attal et son expression "sans tabous" est la clé de compréhension ! Ces termes indiquent très clairement combien ils récupèrent la situation et la détourne au service de leur volonté implacable de casser l'école publique ET ses personnels.